

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 21 Mars 1993

Edmond ALPHANDÉRY

député sortant candidat de l'Union pour la France soutenu par l'UDF et le RPR

Électrices, Électeurs,

Le 21 mars, votre vote sera décisif.

IL SERA DÉCISIF POUR LA FRANCE.

Vous souhaitez que notre pays prenne un **nouveau départ**. La France s'enfonce dans la crise : crise économique qui touche maintenant tous les secteurs : industriel, commercial, artisanal ou agricole ; crise sociale avec un chômage qui s'accroît, minant les fondements même de notre société.

Face à cette dégradation inquiétante, **nous devons réagir**. Les deux composantes de l'opposition républicaine, l'UDF et le RPR, s'y emploient avec ardeur. Demain, vous le savez, la gestion du pays sera difficile. Les comptes publics et les comptes sociaux sont en déficit. Les marges de manœuvre dont nous disposerons seront étroites.

Pour réussir, il est une condition primordiale: l'Union. C'est ensemble que nous redresserons la France. Voilà pourquoi, dans notre circonscription, l'UDF et le RPR m'ont accordé leur investiture. Je suis le seul candidat à disposer de leur soutien.

Il est une autre condition au succès : un programme sérieux pour le redressement. Ce projet, nous l'avons mis au point, entre responsables de nos deux formations. Il est prudent et réaliste et se fixe une ambition : mettre en œuvre, durant les cinq ans de la prochaine législature, les réformes que vous attendez et qui redonneront confiance au pays. Pour avoir participé à son élaboration, je peux vous dire que ce projet tient compte de vos préoccupations, notamment l'emploi, la protection sociale, l'avenir de notre monde rural.

POUR L'EMPLOI

S'il n'y a pas de recette miracle, il n'y a pas non plus de fatalité au chômage. D'autres pays réussissent mieux que nous. Pour renverser la tendance, nous allons ouvrir plusieurs chantiers:

- d'abord remettre la France au travail par une relance sectorielle concernant, en premier, le secteur du bâtiment et des travaux publics : cette relance est urgente notamment pour l'ensemble du tissu artisanal qui souffre, en ce moment, de la chute de la construction;
- ensuite, mobiliser les entreprises pour la formation professionnelle des jeunes;
- enfin, assurer le développement des petites et moyennes entreprises qui constituent notre principal gisement d'emplois.

POUR LA PROTECTION SOCIALE

La famille constitue la première des protections. C'est pourquoi, j'entends continuer à me battre pour défendre les valeurs essentielles qui y sont attachées.

Dans notre région, il y a de plus en plus de situations personnelles et familiales douloureuses. Je les connais. Elles me sont exposées dans les permanences hebdomadaires que je tiens dans tous les chefs-lieux de canton. Certains s'interrogent sur l'avenir des acquis sociaux. Je souhaite les rassurer. Chacun connaît ma volonté de **consolider notre système de protection sociale**. Et l'opposition toute entière s'est clairement engagée en faveur du maintien de la législation en vigueur, la retraite à 60 ans notamment.

POUR LE MONDE RURAL

Celui-ci a le sentiment d'avoir été abandonné ces dernières années par le gouvernement. C'est pourquoi :

- une vigoureuse politique d'aménagement du territoire doit être conduite. Cela signifie un rééquilibre : des ressources fiscales et financières en faveur des communes rurales; des activités de la région parisienne vers la province et les zones rurales; des équipements publics par le biais, notamment, d'attributions de logements sociaux; enfin, le désenclavement, et vous savez l'action énergique qui a été la mienne pour la réalisation de l'autoroute Angers/Saumur/Tours, avec trois échangeurs (Beaufort, Longué, Saumur-Vivy-La Ronde).
- l'agriculture, essentielle au monde rural, doit redevenir une priorité nationale. A l'échelon international, nous devons reprendre l'initiative car il n'est pas question de sacrifier notre agriculture sur l'autel du GATT. Au niveau national, certes nous avons obtenu un allègement de l'impôt foncier non bâti. Mais il faut aller plus loin, nous proposons "un pacte d'avenir" aux agriculteurs par une politique d'accompagnement consacrée principalement au désendettement, à l'allègement des charges, aux aides fiscales à la modernisation et à l'encouragement à la qualité.

DÉCISIF POUR LA FRANCE, CE SCRUTIN L'EST AUSSI POUR NOTRE RÉGION.

Notre secteur connaît des handicaps. Mais il dispose, aussi, de réels atouts. L'un des plus précieux réside dans la volonté de ses élus de se battre au coude à coude. En tant que député, j'épaule leurs efforts et fais avancer des dossiers dont certains, comme celui du champignon, concernent de nombreux emplois.

LE BAUGEOIS vient d'établir, avec le Segréen, un important dossier de zone rurale fragile. Je ferai tout pour le faire aboutir car je sais qu'il donnera ce coup de fouet dont notre Baugeois a tant besoin.

LE SAUMUROIS entend se préparer à l'arrivée de l'autoroute Angers/Saumur/Tours. Notre projet : grâce à un contrat de plan État/Région, faire en sorte que les retombées économiques de celle-ci soient aussi porteuses que possible pour tous : Saumur, le Saumurois, la Vallée et le Baugeois.

LA VALLÉE veut aussi valoriser ses points forts. Nous allons déposer une demande de contrat plan État/Région dont les volets (agricole, industriel et touristique) donneront une "deuxième chance" à la Vallée.



Christian MARTIN suppléant,

conseiller général, conseiller régional, Maire de Lué-en-Baugeois Électrices, électeurs, avec Christian Martin, mon suppléant, nous ne ménageons pas nos efforts pour nous mettre au service de tous sans aucune distinction d'opinion. Nous défendons avec ténacité les intérêts de la population du Baugeois, du Saumurois et de la Vallée. Nous travaillons en étroite collaboration avec l'ensemble des responsables pour assurer le développement de notre région. Demandez leur témoignage.

VOUS AVEZ BESOIN D'ÉLUS INFLUENTS ET EXPÉRIMENTÉS. DEMAIN, GRÂCE A VOTRE VOTE MASSIF, NOUS SERONS PLUS FORTS ENCORE POUR VOUS DÉFENDRE ET FAIRE AVANCER NOTRE RÉGION.

LE 21 MARS VOUS VOTEREZ MASSIVEMENT Edmond ALPHANDÉRY